

# ACTION URGENTE

## OUZBÉKISTAN. UN JOURNALISTE VICTIME DE TORTURE DOIT ÊTRE LIBÉRÉ IMMÉDIATEMENT

Le 8 février 2018, des défenseurs des droits humains ont signalé que deux agents du Service de la sécurité nationale (SSN) chargés d'enquêter sur le journaliste Bobomourod Abdoullaïev avaient été suspendus et que le bureau du procureur général avait ouvert une enquête pour torture et fabrication de toutes pièces d'une affaire pénale. Bobomourod Abdoullaïev, cependant, est toujours détenu par le SSN.

Le 10 janvier 2018, la mère de Bobomourod Abdoullaïev, son épouse et ses enfants ont pu lui rendre une brève visite de 25 minutes au centre de détention provisoire (SIZO) du Service de la sécurité nationale (SSN) où il est incarcéré depuis la fin du mois de septembre 2017. Cette visite, la première de sa famille, a eu lieu en présence d'un agent du SSN. À l'époque, les proches de Bobomourod Abdoullaïev, craignant qu'il ne soit victime de représailles, avaient affirmé qu'il ne présentait aucun signe visible de torture et qu'il ne s'était pas plaint de ses conditions de détention. Cependant, le 2 février, la mère du journaliste a adressé au président une lettre confirmant que des agents du SSN avaient torturé son fils dès son arrestation dans une rue de Tachkent, le 27 septembre 2017. Elle a expliqué que son fils lui avait confié qu'à chaque fois que des défenseurs des droits humains et des médias avaient publié des informations indiquant qu'on l'avait torturé, pour obtenir des « aveux » ou pour l'amener à renvoyer son avocat, des agents du SSN l'avaient maltraité. Ils l'ont battu, déshabillé et contraint à rester debout dans une cellule glaciale pendant des heures. Ils ont également menacé de le tuer, ou de le garder à jamais enfermé dans le SIZO du SSN et de s'en prendre à sa famille. Sous la pression du SSN et craignant pour sa vie, Bobomourod Abdoullaïev a dit à son avocat qu'il reconnaissait les faits qui lui étaient reprochés et qu'il n'avait pas à se plaindre de son traitement en détention. Au cours d'une visite de son conseil, en décembre 2017, Bobomourod Abdoullaïev a refusé de le laisser voir son dos - qui présentait, comme cela a été révélé plus tard, d'importantes contusions et cicatrices - et s'est conformé aux exigences du SSN en l'informant qu'il ne voulait plus recourir à ses services.

Le 8 février, le président de l'ONG Groupe d'initiative des défenseurs des droits humains indépendants, à Tachkent, a annoncé que deux agents du SSN impliqués dans l'affaire de Bobomourod Abdoullaïev avaient été suspendus de leurs fonctions avec effet immédiat en raison d'allégations de torture à leur encontre, que les poursuites contre Bobomourod Abdoullaïev avaient été abandonnées et que le bureau du procureur général ouvrait une enquête sur les agents du SSN pour torture et fabrication de toutes pièces d'une affaire pénale. Bobomourod Abdoullaïev, cependant, est toujours en détention.

### DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en ouzbek, en russe, en anglais ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités à libérer Bobomourod Abdoullaïev immédiatement et sans condition ;
- saluez les informations selon lesquelles le bureau du procureur général a ouvert une enquête sur les allégations de torture de Bobomourod Abdoullaïev, et appelez les autorités à veiller à ce que ces investigations soient approfondies, indépendantes et impartiales et à ce que toutes les personnes soupçonnées de responsabilité pénale dans cette affaire soient traduites en justice dans le cadre de procédures équitables, conformément aux normes internationales relatives aux droits humains ;
- dans l'attente de la libération de Bobomourod Abdoullaïev, demandez aux autorités de veiller à ce que cet homme soit protégé contre la torture et les autres mauvais traitements, et à ce qu'il bénéficie de toutes les garanties juridiques en détention – notamment qu'il puisse voir régulièrement et sans entrave l'avocat de son choix et ses proches et s'entretenir avec eux de façon confidentielle.

### ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 23 MARS 2018 À :

Président du Service de la sécurité nationale (SSN)

Ihtior Abdullaev  
9 Matbuotchilar Street  
Tashkent, Ouzbékistan  
**Formule d'appel : Dear Chairman, / Monsieur le président,**

Procureur général

Otabek Murodov  
Prosecutor General's Office  
Ul. Gulyamova 66  
Tashkent 700047, Ouzbékistan  
Fax : +998 71 133 3917  
Courriel : prokuratura@lawyer.uz  
**Formule d'appel : Dear Prosecutor General, / Monsieur le Procureur général,**

**Copies à :**

Directeur du Centre national des droits humains  
Akmal Saidov  
The National Human Rights Centre  
Ul. Mustakillik maidoni 5/3  
Tashkent 100029, Ouzbékistan  
Fax : + 998 71 239 13 56  
Courriel : info@nhrc.uz

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Ouzbékistan dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

**AMNESTY**  
**INTERNATIONAL**



Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la deuxième mise à jour de l'AU 232/17. Pour plus d'informations :

[www.amnesty.org/fr/documents/eur62/7721/2018/fr/](http://www.amnesty.org/fr/documents/eur62/7721/2018/fr/)<http://www.amnesty.org/en/documents/eur62/7721/2018/en/>

# ACTION URGENTE

## OUZBÉKISTAN. UN JOURNALISTE VICTIME DE TORTURE DOIT ÊTRE LIBÉRÉ IMMÉDIATEMENT

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Bobomourod Abdoullaïev est journaliste indépendant et commentateur sportif. Le 27 septembre 2017, il a été arrêté à Tachkent par des agents du Service de la sécurité nationale (SSN) pour tentative de renversement de l'ordre constitutionnel de la République d'Ouzbékistan. Depuis lors, il est incarcéré dans l'un des centres de détention les plus tristement célèbres du pays, où la torture est couramment pratiquée. Les recherches effectuées par Amnesty International montrent que des prisonniers sont torturés dans ce centre, notamment dans des salles d'interrogatoire, des cellules disciplinaires, les sanitaires et les douches, ainsi que dans des pièces insonorisées prévues à cet effet, aux murs capitonnés de caoutchouc. Les agents du SSN ont mis en garde les proches de Bobomourod Abdoullaïev contre toute tentative d'alerter les organisations de défense des droits humains ou la presse. Ils n'ont autorisé le journaliste à consulter l'avocat de son choix que dix semaines après son arrestation, de manière limitée et sous leur surveillance. En novembre 2017, les autorités ont prolongé sa détention provisoire de trois mois. Le 26 décembre 2017, le SSN a accusé son avocat de présenter au public une image déformée de l'affaire et a contraint Bobomourod Abdoullaïev à congédier son conseil au profit d'un avocat commis d'office. Le 10 janvier, Bobomourod Abdoullaïev a confié à sa famille, lors d'une brève visite, que des agents du SSN en civil l'avaient agressé dans la rue près de son domicile le 27 septembre, lui avaient mis une cagoule sur la tête et attaché les mains dans le dos, l'avaient roué de coups, notamment de pied, et l'avaient contraint à monter dans une voiture à l'arrêt.

Bien que certaines restrictions injustifiées aux droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique aient été assouplies en 2017, les autorités contrôlent toujours étroitement l'accès à l'information. Les médias indépendants et étrangers perçus comme critiques à l'égard des pouvoirs publics restent inaccessibles. Les autorités ont permis un certain degré de critique dans le travail de la presse et ont libéré plusieurs personnes qui avaient été condamnées pour des raisons politiques. Cependant, d'éminents défenseurs des droits humains, des personnes critiques à l'égard des autorités et des journalistes indépendants sont encore la cible d'actes de harcèlement et d'intimidation réguliers, d'une surveillance systématique, d'arrestations arbitraires, de passages à tabac et de campagnes de diffamation. Nombre d'entre eux ont été contraints à l'exil, tandis que d'autres sont empêchés de quitter le pays. Les défenseurs des droits humains et les journalistes indépendants, à l'étranger comme à l'intérieur du pays, ainsi que leurs proches, sont toujours la cible de campagnes médiatiques acharnées et répétées sur des sites Internet appartenant aux autorités ou placés sous leur contrôle, à la télévision nationale et dans la presse officielle.

Des initiatives importantes visant à réformer le droit et le système judiciaire ont été prises en 2017 pour lutter contre les violations persistantes des droits humains perpétrées par les forces de l'ordre et par l'appareil judiciaire. Cependant, Amnesty International continue à recevoir des renseignements crédibles faisant état d'actes de torture et d'autres mauvais traitements commis de manière systématique et généralisée par des agents des forces de sécurité à l'encontre de suspects au moment de leur arrestation, de leur transfert, de leur garde à vue et de leur détention provisoire, et/ou par des gardiens contre des prisonniers. La torture est utilisée pour contraindre des suspects, des détenus et des prisonniers, y compris des hommes et des femmes poursuivis par exemple pour vol simple, fraude ou homicide, à « avouer » une infraction ou à mettre en cause d'autres personnes. Les personnes inculpées ou déclarées coupables d'infractions portant atteinte à l'État ou liées au terrorisme, notamment celles qui sont renvoyées de force en Ouzbékistan, sont particulièrement exposées à la torture, en détention provisoire comme en prison après leur condamnation.

Un décret présidentiel publié en novembre 2017 interdit expressément d'utiliser la torture pour obtenir des aveux et de considérer comme recevables à titre de preuves des déclarations recueillies par ce moyen. Cependant, les tribunaux continuent à condamner très souvent des accusés sur la foi d'éléments obtenus par la torture. Les allégations de torture et d'autres mauvais traitements donnant rarement lieu à des enquêtes efficaces, un climat d'impunité persiste.

Nom : Bobomourod Abdoullaïev  
Homme

Action complémentaire sur l'AU 232/17, EUR 62/7872/2018, 9 février 2018

